

*Questions orales*

**M. Roberts:** Oui si c'est effectivement le cas, on a compris tout de travers l'un de nos programmes. Si le député voulait bien me donner un peu plus de détails sur la personne en question, je pourrais voir alors si quelqu'un l'a mal renseignée. Je ne pourrai pas intervenir si je n'en sais pas davantage.

\* \* \*

**LA SOCIÉTÉ CANADIENNE D'HYPOTHÈQUES ET DE LOGEMENT****L'ÉTUDE SUR LA POLITIQUE RELATIVE AUX LOGEMENTS SOCIAUX**

**M. John McDermid (Brampton-Georgetown):** Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre des Travaux publics, qui est responsable de la SCHL. Une étude sur la politique relative aux logements sociaux est en cours à la SCHL depuis assez longtemps. Où en est-on?

**L'hon. Roméo LeBlanc (ministre des Travaux publics):** Monsieur le Président, les résultats définitifs de cette étude ont été communiqués aux gouvernements provinciaux et aux groupes intéressés, et aussi aux députés, je crois. Sinon, je me ferai un plaisir de leur en faire parvenir des exemplaires. On a demandé aux intéressés de faire connaître leurs vues à ce sujet; certains l'ont fait, mais je ne dispose pas encore d'un échantillon assez vaste des réactions pour dire quand nous pourrions présenter des recommandations à cet égard. J'espère être en mesure de le faire avant l'été.

\* \* \*

**LE PROGRAMME DES PROJETS SPÉCIAUX DE RELANCE****L'ENSEMBLE D'ÉDIFICES À BUREAUX SUR LES QUAIS DE HALIFAX**

**M. Howard Crosby (Halifax-Ouest):** Monsieur le Président, j'aimerais questionner moi aussi le ministre des Travaux publics au sujet des projets spéciaux de relance pour la ville de Halifax. En avril 1983, son collègue, le député de Halifax, a annoncé que le gouvernement construirait sur les quais de cette ville un ensemble d'édifices à bureaux au coût de 51 millions de dollars. Dix mois se sont écoulés sans que rien ne se produise, et le même député annonce maintenant que le gouvernement entend construire un autre ensemble d'édifices à bureaux dans un autre quartier de la ville au coût de 30 millions de dollars. Le ministre des Travaux publics pourrait-il nous dire ce qui se passe? Pourrait-il nous dire par suite de quel phénomène un ensemble d'immeubles qui devait être construit sur les quais pour 51 millions de dollars s'est réduit à un ensemble de bâtisses construit dans un autre quartier de la ville pour 30 millions de dollars? Qu'est-il advenu de tous les plans et devis des architectes sans parler du millier d'emplois qui avaient été promis et qui sont disparus?

**M. Regan:** De toute façon, vous allez vous faire battre aux prochaines élections.

**L'hon. Roméo LeBlanc (ministre des Travaux publics):** Moi qui vous parle, monsieur le Président, si le gouvernement décidait de construire des édifices dans ma ville, que ce soit au coût de 50, 30, 20 ou 10 millions de dollars, j'en serais bien content. Nous sommes en retard parce que nous avons eu du mal à nous

porter acquéreurs des terrains que nous voulions. Les négociations ayant échoué, nous avons dû nous résoudre à entreprendre des procédures d'expropriation, procédures qui maintenant suivent leur cours. Les plans et les devis sont en voie de préparation en vue des appels d'offres, de sorte qu'ils devraient être prêts d'ici six à huit semaines.

**LA DATE DU DÉBUT DES TRAVAUX**

**M. Howard Crosby (Halifax-Ouest):** Le parti libéral franchit une nouvelle étape, monsieur le Président. Il avait l'habitude de dire: «Qu'est-ce que c'est qu'un million?» Il dit maintenant: «Qu'est-ce que c'est que 20 millions?» Pourquoi le gouvernement a-t-il décidé de réduire le projet qui, selon le député, devait coûter à l'origine 50 millions de dollars et créer 1,000 nouveaux emplois? Je tiens à ce que le ministre lui-même, et non pas le député de Halifax qui nous a fait tant et tant de promesses, m'assure que le gouvernement va réaliser ce projet. Je voudrais savoir quand le gouvernement va cesser de tenir des conférences de presse et commencer à embaucher des travailleurs.

**M. McDermid:** Il a déjà annoncé ce projet à six reprises.

**L'hon. Roméo LeBlanc (ministre des Travaux publics):** Nous entendons aller de l'avant avec ce projet et savons pouvoir compter sur l'appui enthousiaste de mon collègue le ministre d'État chargé du Commerce international. Nous sommes bien décidés à réaliser ce projet en dépit des critiques malveillantes du député.

**M. Crosby:** Qui vivra verra!

\* \* \*

**LA SANTÉ****L'ÉTUDE SUR LA RÉSERVE INDIENNE DE SAINT-RÉGIS**

**M. Terry Sargeant (Selkirk-Interlake):** Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre de la Santé nationale et du Bien-être social qui a rendu public hier le premier tome de l'étude que le Dr Selikoff a effectuée sur la pollution dans l'Île de Cornwall. En janvier dernier, je me suis entretenu avec un associé du Dr Selikoff à New York qui m'a dit que l'étude était terminée et serait entre les mains des autorités de la Santé dès la mi-février. Nous sommes maintenant à la mi-mars; le ministre pourrait-elle nous dire pourquoi après un mois on n'a publié qu'une partie de ce rapport?

**L'hon. Monique Bégin (ministre de la Santé nationale et du Bien-être social):** Monsieur le Président, l'étude sur les polluants relevés dans la réserve accuse en fait maintenant un retard de 18 mois. Nous avons exercé des pressions par tous les moyens, en faisant notamment intervenir le ministère de la Justice, mais je ne veux pas donner de caractère juridique au problème. Nous n'avons aucun motif d'inquiétude sauf le fait que le Dr Selikoff et son équipe ont peut-être entrepris trop de travaux à la fois.

• (1150)

Le document que nous avons reçu hier et que j'ai immédiatement rendu public constitue la première partie de l'étude sur le taux de fluor dans le sang des Indiens vivant dans la réserve de Saint-Régis. Il me paraît important qu'on ait au moins terminé la première partie et qu'elle ait été mise à la disposition des Indiens qui défendent présentement leur cause devant